

"Kennedy devant la ligne de craie" dans Süddeutsche Zeitung (27 juin 1963)

Légende: Le 27 juin 1963, commentant la visite, la veille, du président américain John F. Kennedy à Berlin-Ouest, le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung s'interroge sur la question allemande et sur la division de Berlin.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Dürrmeier, Hans ; Herausgeber Proebst, Hermann. 27.06.1963, Nr. 153; 19. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Kennedy am Kreidestrich", auteur:Schuster, Hans , p. 1; 2.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/kennedy_devant_la_ligne_de_craie_dans_suddeutsche_zeitung_27_juin_1963-fr-2f8118c6-c6fe-4950-8531-00285d57dcb8.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Kennedy devant la ligne de craie

par Hans Schuster

Des millions de témoins, proches et lointains, se souviendront de cette image: le président des États-Unis devant le mur devenu un triste symbole pour le monde entier – avec, en face de lui, la Porte de Brandebourg, cachée par des gardiens anxieux sous des drapeaux rouges. L'état d'âme des deux mondes qui se heurtent ici, au cœur même de l'Allemagne, ne pouvait être représenté de façon plus évidente. D'un côté la confiance regagnée, après bien des difficultés, dans la supériorité morale et finalement aussi politique de la liberté, de l'autre la peur du virus difficilement contrôlable de la liberté, qui possède, entre autres, la propriété de ne guère respecter les zones interdites, les murs et les rideaux. C'est ce qui est apparu clairement à Berlin, en ce 26 juin 1963, 15 ans après l'ouverture du pont aérien. Le simple fait que Kennedy soit venu à Berlin en dépit de nombreux avis contraires est un événement hautement politique, le moment crucial de son voyage en Europe.

Si une démonstration populaire, si un tonnerre d'applaudissements peuvent être un plébiscite, alors les Berlinoises ont émis un vote politique sans équivoque. Devant l'Hôtel de Ville de Schöneberg, Kennedy a rappelé à tous ceux qui, quelque part dans le monde, se sont résignés, qu'à côté des réalités de la tyrannie il existe cette autre réalité qu'est la confiance dans l'ordre libéral. Peut-être ceux qui avaient conseillé à Kennedy d'être extrêmement prudent dans ses déclarations ont-ils tressailli lorsque le président a déclaré à Berlin, quelques jours après son discours sur la paix, que ceux qui prétendent que l'on *peut coopérer avec les communistes* devraient eux aussi venir à Berlin. Est-ce l'expression de l'amère expérience de longues et patientes tentatives de sondage? Et puis cette autre exclamation: Lorsque viendra le jour de la liberté pour tous – et il viendra – Berlin pourra être fière d'avoir tenu le front pendant *vingt* ans. Personne ne se méprendra sur la prophétie d'une réunification prochaine émise par le président. Il y a autre chose dans les paroles de Kennedy, que même Khrouchtchev ne peut ignorer: On n'y trouve aucun mot sur la puissance militaire; aucune indication concernant des chiffres de production imposants, aucune menace, aucune insistance sur la violence matérielle. Tout cela, le côté opposé pourrait le laisser entendre aussi. Mais s'il y a une chose qu'il ne peut pas, c'est faire confiance à la force toute-puissante de la liberté.

Ceux qui cherchent en vain des indications politiques concrètes allant au-delà du maintien du statu quo dans les déclarations de Kennedy à Bonn, Francfort ou Berlin, devraient se dire que ce président respecte, sans doute pour des raisons clairement réfléchies, le trait de craie tiré le long de la limite entre les différents secteurs. Il sait où sont les limites du pouvoir dans l'équilibre actuel. Mais après tout ce qu'il a dit sur les droits fondamentaux que sont l'*autodétermination* et les *élections libres*, il ne franchira jamais le pas vers la reconnaissance juridique du régime des zones, pas même sous la forme de déclarations réciproques de non-agression, dont Moscou a parlé récemment mais pas dans le contexte d'une résolution du problème de Berlin.

Si la situation de Berlin est effectivement meilleure aujourd'hui qu'il y a deux ans et si l'on y relève de nouvelles impulsions considérables, précisément dans le domaine culturel, cela est dû en grande partie au sérieux inébranlable avec lequel Kennedy insiste sur les *intérêts vitaux* des puissances occidentales à Berlin. Certes, l'appartenance de Berlin à la République fédérale n'a jamais fait partie directement de ces intérêts essentiels; mais il est d'autant plus important qu'aux côtés du président, aussi bien Willy Brandt que Konrad Adenauer aient aujourd'hui parlé tout naturellement de Berlin comme faisant *partie intégrante* de la République fédérale. Sur ce point, il n'y a d'ailleurs pas eu de jalousie protocolaire entre Adenauer et Brandt, même si les ministres Erhard et Zinn ont confié en plaisantant au président que les gens massés le long des rues appartiennent à *leur* parti. Il est bon que Kennedy n'ait pas remarqué cette différence et n'ait vu que la *joie* qui émanait d'eux...

Ceux qui s'attendent maintenant, juste avant l'ouverture des discussions entre Moscou et Pékin, à des initiatives plus poussées en ce qui concerne la question de l'Allemagne ou de Berlin, ne se rendent pas compte que le moment est mal choisi pour ce genre d'opérations politiques. Pendant quinze ans, les occasions de prendre des initiatives n'ont pas manqué. En cette période de calme avant la tempête, il faut attendre et accepter les exigences de la politique internationale. Il était évident dès le départ que, lors du

séjour de Kennedy en Europe, ce n'est pas la question du conflit Est-Ouest, mais son «grand dessein», le partenariat atlantique, qui occuperait la première place de ses préoccupations. La coopération économique, le renforcement de l'OTAN et les forces armées multilatérales – tels étaient les points d'intérêt essentiels pour Kennedy. C'est seulement lorsque les relations entre la France et les États-Unis se seront normalisées et que, de l'autre côté du rideau de fer, on verra plus clairement quelles conséquences Khrouchtchev tirera de la querelle idéologique avec Pékin, que le moment sera venu de trouver une nouvelle ligne politique commune en Allemagne.

La visite de Khrouchtchev à Berlin-Est, 48 heures seulement après la tournée triomphale de Kennedy à travers Berlin-Ouest, montre avec la même évidence que la confrontation du président avec la Porte de Brandebourg, combien le calme actuel entre les puissances mondiales est précaire. Certes, le trait de craie ne concerne pas seulement le président, il vaut également pour le chef suprême du parti soviétique, lorsqu'il tentera demain d'opposer sa propre personne à l'enthousiasme délirant manifesté à Kennedy par Berlin. Mais qu'est-ce qui se prépare pendant cette accalmie?

D'aucuns s'attendent, à long terme, à ce que les dirigeants soviétiques arrivent progressivement à comprendre la nécessité de reconnaître l'Europe et l'Allemagne en tant qu'entité politique propre. Ils estiment que l'offensive lancée en 1958 à propos de la question de Berlin et de l'Allemagne est déjà terminée. Il serait sans doute plus judicieux de s'en tenir à ce qu'on peut d'ores et déjà observer: l'approbation récente par Khrouchtchev de la politique d'Ulbricht, juste au moment où le chef du parti socialiste allemand unifié (SED) a ordonné toute une série de mesures menant à un durcissement de la situation, à commencer par le règlement sur les zones interdites, dirigé également contre les droits des Alliés, jusqu'à l'annulation du synode protestant à Berlin-Est. Il s'agit peut-être ici d'une série de tentatives visant à tester la réaction occidentale à l'intégration politique de Berlin-Est à la RDA. À en juger d'après l'absence de protestations, les puissances occidentales pourraient se contenter cette fois encore, comme lors de la construction du mur, de défendre catégoriquement les points essentiels pour Berlin-Ouest: la présence des Alliés, la liberté des accès et la capacité de survie de la ville. Nous ferions donc mieux de ne pas parler d'accalmie et de commencer à construire de ce côté-ci du trait de craie de nouvelles positions plus prometteuses pour l'avenir.

«Je ne garantis pas une libération facile», a dit Kennedy, «et je ne fais pas de vaines promesses». Cela signifie aussi que nous devons être moins impatients, mais plus confiants en nous-mêmes. En outre, le président a donné encore un autre exemple, pour la *pratique* de la politique occidentale à l'égard de l'Est: l'ouverture non doctrinaire à toutes les possibilités ne s'oppose nullement à l'emphase de la liberté, et elle n'a rien à voir avec la résignation.